

2019

Les marchés financiers

Barillet Guillaume – Ducasse Sébastien – Motel Loïs – Gamain Antoine – Caille Loïc

Sommaire

I. Introduction.....	3
II. Définition	4
Le rôle des marchés financier.....	5
III. Les différents Marchés Financiers	6
1. Marché des devises	6
Définition.....	6
Fonctionnement du Forex	6
Plateforme d'échange	7
Facteurs du Forex.....	7
2. Marché de la dette	8
Marché obligataire	8
Marché des actions	9
4. La bourse de commerce	12
IV. La régulation des marchés financiers	14
Qu'est-ce que la régulation des marchés ?	14
Régulation micro prudentielle ou macro prudentielle.	14
Autorités de Régulation.....	14
Régulation à l'échelle Nationale	15
Le ministère de l'Economie et des Finances.....	15
L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation	15
L'Autorité des marchés financiers	16
Le Haut Conseil de Stabilité Financière	16
Régulation à l'échelle européenne.....	16
Système Européen de Surveillance Financière	16
Régulation à l'échelle internationale.....	18
V. L'impact des crises économiques sur les marchés financiers.....	20
2008 : crise des subprimes	20
2010 : crise de la dette publique de la Grèce	21
VI. Projection	23
VII. Conclusion.....	25
Sources	26

I. Introduction

Ce document a pour objectif de présenter ce que sont les **marchés financiers** dans leur globalité. Il expose dans un premier temps ce que ce vaste domaine représente ainsi que son origine, puis définitions clés afin de mieux appréhender le sujet. Nous exposerons ensuite dans une partie plus détaillée des marchés spécifiques, le marché des devises (FOREX), où les spéculations sont faites sur le taux de change d'une devise par rapport à une autre et le marché de la dette arrivé après la crise des subprimes de 2008 où les Etats se retrouvent responsables de contrôler leur dette sous peine de se voir sanctionner par les agences de notations. Nous élaborerons ensuite sur la bourse du commerce puis sur le marché des actions. Enfin nous étudierons le système de contrôle des marchés financiers et les liens avec les crises économiques.

II. Définition

Un marché est un lieu où se rencontre des vendeurs et des acheteurs pour échanger des **produits financiers**, de ce fait il existe autant de marché que de produit : marché du blé, marché des pétroles, marchés des actions etc.

Ces marchés peuvent être nationaux ou internationaux, ils sont régulés par des organismes spécialisés (exemple AMF¹).

Les marchés peuvent être **organisés** ou bien **de gré à gré**.

Dans le cas d'un marché organisé, l'acheteur et le vendeur dialogue par le biais d'ordre d'achat ou de vente via une société de bourse.

Le bon fonctionnement de celui-ci est assuré par une entreprise de marché². Par exemple, le marché parisien est géré par EuroNext³ Paris SA (membre du groupe NYSE Euronext), propriétaire de la marque déposée "CAC⁴40".

La participation à un **marché organisé** n'est pas ouverte à tous, c'est à dire qu'elle est réservée à des membres habilités pour accéder à celui-ci. Dans le cas d'un marché de gré à gré la transaction entre l'acheteur et le vendeur se fait sans intermédiaire, ce marché est donc beaucoup moins standardisé et surtout il obéit à des règles beaucoup plus souples que le marché organiser.

Au sein des différents marchés, on distingue le **marché primaire** du **marché secondaire**.

Le marché primaire désigne tous les capitaux 'neuf' comme par exemple l'introduction en bourse d'une société, dans ce cas on 'créait' de nouvelles actions à introduire sur le marché.

Le marché secondaire désigne quant à lui tous les titres d'occasions comme par exemple les actions d'Amazon ou encore de Facebook. On dit que le marché secondaire permet la **liquidité** du marché primaire.

Les marchés financiers peuvent être regroupés sous 4 grands types qui seront présentés avec chacune une partie dédiée :

- Le marché des actions.
- Le marché des taux d'intérêt.
- Le marché des changes aussi appelé **Forex**.
- La bourse de commerce.

¹ Autorité des marchés financiers.

² Société commerciale ayant pour activité d'organiser le marché financier en fixant les règles de fonctionnement et d'admission au marché.

³ Principale place boursière de la zone euro.

⁴ Cotation Assistée en Continu.

Le rôle des marchés financier

Les marchés financiers permettent de :

- Centraliser toutes les actions d'achat et de vente d'un marché à un seul endroit et donc de ce fait booster l'économie.
- Le transfert des risques :

Prenons l'exemple du concert. Une des menaces est qu'une de vos artistes pourraient ne pas être en mesure de jouer à l'événement en raison d'une maladie ou pour toute autre raison. Les spectateurs pourraient vouloir être remboursés mais vous avez déjà dépensé beaucoup d'argent rien que pour organiser l'événement. Donc vous prenez une police d'assurance pour couvrir les pertes que vous pourriez subir si ce risque se produit.

- L'établissement de valeurs et de taux qui permettent d'assurer la transparence du marché.
- Commerce international.

III. Les différents Marchés Financiers

1. Marché des devises

Définition

Le **marché des devises** ou **FOREX**⁵ est, en plus d'être le marché financier le plus populaire et le plus important au monde, un marché extrêmement volatile et liquide. C'est ce marché qui permet aux entreprises et particuliers de convertir des devises.

En effet chaque pays dispose en général d'une monnaie nationale à l'exception de la zone euro. À ces monnaies physiques s'ajoute de nouvelles cryptomonnaies qui, comme pour les monnaies plus traditionnelles évoluent chacune avec un cours différent, impactées par différents événements. Lors d'un paiement d'un pays à l'autre ou sur des plateformes n'utilisant qu'un certain type de monnaie il est alors nécessaire de **convertir** celles-ci. Ces paiements sont pour la plupart des particuliers pour des besoins pratiques tel que des achats lors d'un voyage à l'étranger mais la plus grosse partie des flux sur le Forex est réalisée par des entreprises ou des traders dans le but de faire des gains.

Fonctionnement du Forex

Lorsque l'on achète une devise on en vend une autre, le marché des devises marche donc sur un principe de paires. La première devise de la paire est la **devise de base** et la seconde se nomme **devise cotée**.

Les paires de devises les plus traitées sont **euro/dollar**, **yen/dollar** et **livre/dollar**. Certaines devises sont considérées comme « à part » comme le yuan chinois qui reste sous le contrôle des autorités de Pékin ou le Bitcoin l'une des cryptomonnaies qui a eu un grand succès.

La valeur d'une paire s'appelle le cours ou **taux de change**. Le cours représente le nombre d'unités de la devise cotée que vaut une unité de la devise de base, ce cours est un nombre avec 4 chiffres après la virgule. Il y a toujours deux cours, le cours d'achat et le cours de vente. Le cours d'achat est toujours plus grand que le cours de vente, le but étant d'établir une marge pour les plateformes qui réalisent les échanges. La différence entre ces deux cours se nomme le « spread ».

Dans le cas du trading lorsque que la devise de base augmente sur la devise cotée on achète la paire, la montée de la devise de base sur la devise cotée permet d'acquérir plus d'unités de la devise cotée pour une même quantité d'unités de la devise de base. Cette action se nomme position longue. Dans le cas contraire où la devise de base diminue sur la devise cotée on la vend. C'est le même principe, pour une même quantité de la devise cotée on a plus d'unités de la devise de base. Cette action se nomme position courte.

⁵ FOReign EXchange ou échange à l'étranger.

Plateforme d'échange

Les transactions du marché des devises représentent chaque jour des milliards de dollars, en moyenne **5 100 milliards** de dollars selon la BRI⁶ ce qui est environ 2 fois le PIB annuel français. Une telle quantité d'échange nécessite alors une plateforme pour réaliser ces échanges.

Contrairement au marché des matières premières et des actions qui disposent chacune d'une plateforme centralisée, le Forex n'en a pas. Les échanges se font de « gré à gré » grâce à un réseau banques mondiales, d'investisseurs (les traders et entreprises) et courtiers⁷.

Du fait qu'il n'y ait aucune place centralisée les négociations peuvent se faire à tout moment, jour et nuit, du lundi au vendredi.

Facteurs du Forex

Le marché des devises étant **extrêmement volatile** il est important de comprendre les facteurs qui influencent la variation des cours des devises.

Banques Centrales

Les banques centrales sont des institutions d'émission monétaire propre à un pays (ou à une zone monétaire). Elles contrôlent le taux d'intérêt de base de leur économie. Ce sont aussi elles qui gèrent le niveau de l'offre monétaire. Par exemple en augmentant la valeur d'une devise au sein de son économie ce qui a pour effet de la faire dévaluer dans toutes les autres économies.

Données économiques

Les données économiques sont un indicateur de la santé d'une économie. Cet indicateur permet de prévoir les mesures qui vont être prises par les banques centrales, facteur de l'économie du Forex. Parmi ces données on retrouve :

- Inflation
- Annonces économiques
- Chiffre de l'emploi
- Importations et exportations

Cotes de crédit

Les cotes de crédit permettent d'indiquer à un investisseur si le pays d'une devise est en mesure ou non de payer ses dettes. Plus la cote est élevée plus le pays est considéré comme sûr pour investir.

⁶ Banque des Règlements Internationaux

⁷ Les courtiers en devises ou brokers Forex sont des sociétés de courtage sur le marché des changes de devises étrangères.

Affaires étrangères

L'actualité influe aussi le cours des devises. Si les investisseurs pensent qu'un événement va impacter l'offre et la demande d'une devise d'une valeur alors ils achètent ou vendent. La valeur de la monnaie impactée va alors augmenter ou baisser et cela aura alors pour conséquence de changer le cours des paires qui contiennent cette monnaie.

L'offre et la demande

C'est le facteur clé de la variation des cours du marché des changes. Les facteurs mentionnés ci-dessus impactent indirectement le cours des devises puisqu'ils impactent en réalité l'offre et la demande.

Si la demande pour une devise augmente, c'est-à-dire que le nombre d'investisseurs augmente, alors pour un nombre de vendeur constant la valeur de la devise augmentera. Inversement si la demande baisse la valeur baissera. La demande fait donc varier le cours d'une devise mais il en est de même pour l'offre. Pour une demande constante, plus il y a d'offre, plus la valeur diminue et vice-versa.

2. Marché de la dette

Il existe plusieurs moyens pour une entreprise pour obtenir des fonds sur un marché financier. Le marché des dettes permet aux entreprises et gouvernements d'emprunter pour financer leurs activités. Le marché des dettes peut se faire de deux façons :

- Par le marché **obligataire**
- Par le marché des **actions**

Marché obligataire

Le marché obligataire est la branche du marché financier où s'échangent les **titres de créances**. Les entreprises peuvent depuis ce marché emprunter des liquidités par la création de titres de dette avec des termes.

Une entreprise génère ce que l'on appelle un **titre** qui représente une dette. Cette dette peut être sous la forme d'obligation. L'entreprise s'engage alors à payer son investisseur une somme fixée à intervalles fixes jusqu'à une échéance où la dette s'éteint. La somme totale versée correspondra alors au remboursement de la dette ainsi que des intérêts.

La durée de la dette est nommée maturité. Une dette est dite « à **court terme** » si elle a une maturité inférieure à 1 ans, « à **moyen terme** » pour une durée entre 1 et 10 ans et « à **long terme** » pour une durée supérieure à 10 ans. On parle de marché obligataire pour les dettes à moyen et long terme et de marché monétaire pour les dettes à long terme.

Les échanges sur ce marché représentent en moyenne **10 000 milliards** d'euro par jour ce qui en fait l'un des plus importants. En 2018 la zone Euro a emprunté près de 860 milliards d'euro sur ce marché. Cependant ce marché n'est principalement accessible qu'aux grands investisseurs, les particuliers peuvent néanmoins investir de part une OPCVM⁸.

Le marché obligataire est divisé en deux marchés :

- Marché **primaire**, c'est là que les nouvelles obligations sont créées et négociées
- Marché **secondaire**, c'est là que s'échange les obligations « d'occasion », celles déjà créées mais qui n'ont pas encore atteint leur échéance.

En effet les titres à revenus fixes sont titrés, cela signifie qu'ils peuvent être revendu ou échangés. Cela se fait une branche du marché monétaire qu'est le marché de titres de créances négociables.

Le marché obligataire permet une diversité de titres, type d'obligations :

- Les obligations à **taux fixe** avec les dates de versement connues à l'avance.
- Les obligations à **taux variable** dont le taux fluctue.
- Les obligations **spécifiques** qui peuvent être converties en actions.

Les obligations permettent alors aux entreprises de lancer leur activité mais ce n'est pas leur seul choix, il existe aussi le marché des actions.

Marché des actions

Le marché des actions est le second marché sur lequel des entreprises peuvent émettre des titres afin de trouver des financements. Les investisseurs qui achètent ces titres deviennent **actionnaires** de la société à laquelle ils ont acheté les titres. Ils perçoivent donc chaque année des **dividendes** en fonction des bénéfices de la société et du nombre de titres possédés par l'actionnaire proportionnellement au nombre de titres que la société a émis, ou peuvent revendre leur titre à un quelqu'un d'autre sur le marché des actions. Le marché des actions permet donc d'acheter et de revendre des titres de toutes les sociétés cotées en bourse sur les différentes places financières dans le monde.

⁸ Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, entreprises agréées qui permettent aux particuliers d'investir en titres financiers.

Le marché des actions est divisé en plusieurs marchés :

- Le premier regroupe les plus grandes sociétés cotées en bourse. C'est un marché au comptant. Pour y accéder, les entreprises doivent au moins offrir **25%** de leur capital au public, avoir un chiffre d'affaire supérieur à 75 millions d'euros et publier ses 3 derniers comptes de résultat.
- Le second regroupe les sociétés de taille moyenne. Pour y accéder les entreprises doivent au moins offrir **10%** de leur capital au public et publier au moins ses 2 derniers comptes de résultat.
- Le nouveau marché concerne cette fois les jeunes sociétés dont le potentiel est évalué comme intéressant à plus ou moins long terme.
- Le marché libre OTC⁹ ou littéralement « de gré à gré » est régi par le marché Euronext Paris mais n'est pas réglementé. Pour y être représenté, il suffit à une société de présenter ses deux derniers exercices et les statuts. C'est ici un détenteur de titres ou actionnaire qui doit faire la demande de cotation.

Le fonctionnement du marché des actions est similaire aux autres marchés, il permet d'acheter ou de vendre quelque chose, ici des titres. Cependant, d'autres conditions peuvent être indiquées sur les ordres d'achat / vente, comme le prix ou une limite de validité. La majeure partie du temps, ce sont des banques ou des sociétés spécialisées dans l'investissement qui récoltent les ordres d'achat / vente de leurs clients et les transmettent au système de cotation électroniquement.

Les ordres d'achat / vente sont exécutés sur le **marché boursier** dans un ordre bien précis. La priorité peut être basée sur le prix par ordre croissant ou par ordre chronologique. Ces ordres d'achat / vente sont limités dans le temps et sont passés soit à "tout prix" soit à "cours limité". Le premier implique que l'acheteur / vendeur ne précise pas de prix d'achat / vente mais est prêt à acquérir / céder son action au meilleur prix du marché. Le deuxième implique une limite maximale ou minimale à laquelle on accepte de d'acheter / vendre une action.

On trouve plusieurs places financières importantes aux États-Unis, en Europe et en Asie. Le marché des actions aux États-Unis comporte deux places financières importantes :

- Le NYSE¹⁰ est le plus grand marché du monde que ce soit en termes de volume échangé ou en montant total de la capitalisation boursière. Cette place boursière existe depuis 1772 et est devenu le marché NYSE-Euronext en 2007 à la suite de sa fusion avec Euronext.

⁹ Over The Counter.

¹⁰ New-York Stock Exchange.

- Le NASDAQ¹¹ est le second marché boursier des États-Unis en termes de volumes échangés.

En Europe, le marché sur lequel sont cotées et échangées les actions de toutes les pays européens est le marché Euronext qui comprend :

- Le marché de la Bourse **Paris** avec le CAC 40. Le CAC 40 regroupe les 40 actions les plus importantes et plus liquides du marché.
- Le marché de la bourse d'**Amsterdam** avec l'indice boursier de référence AEX¹².
- Le marché de la bourse de **Bruxelles** avec le BEL¹³ 20. Le BEL 20 regroupe les 20 actions belges les plus représentatives et les plus liquides de son marché.
- Le marché de la Bourse de **Lisbonne** avec le PSI¹⁴ 20. Le PSI 20 est basé sur les 20 valeurs les plus importantes et les plus liquides du marché portugais.

En Asie, il y a trois grands marchés des actions avec notamment

- La bourse de **Shanghai** dont l'indice est le SSE¹⁵. Le SSE est pondéré selon les capitalisations flottantes des 237 sociétés concernées.
- La bourse de **Hong-Kong** dont l'indice est le HSI¹⁶. L'indice Hang Seng est géré par une succursale de la Hang Seng Bank, une banque elle-même cotée à la Bourse de Hong Kong.
- La bourse de **Tokyo** dont l'indice est le NI225¹⁷. Son mode de calcul est calqué sur l'indice américain et est représentatif de l'évolution du marché japonais et de la santé de ses plus grandes entreprises.

On peut distinguer deux types de cotations pour les actions. Ainsi, une action peut être soit cotée en continu (CAC), cela concerne les actions dont les valeurs sont les plus importantes, dans ce cas la cotation est actualisée en direct en temps réel, soit fixée, cela concerne les plus petites actions, dans ce cas la cotation de l'action n'est mise à jour que 2 fois par jours.

¹¹ National Association of Securities Dealers Automated Quotation System.

¹² Amsterdam Exchange index.

¹³ BELgian.

¹⁴ Portuguese Stock Index.

¹⁵ Shanghai Stock Exchange.

¹⁶ Hang Seng Index.

¹⁷ Nikkei 225 Stock Average.

Les actions sont séparées en 4 types qui ont chacun des spécificités.

- Les actions ordinaires, aussi appelées “actions de capital”, sont émises par une entreprise lors de sa création dans le cadre d’une recherche d’investisseurs, lors d’une augmentation de capital toujours dans ce même cadre, ou lors de distribution gratuite d’actions.
- Les actions à bon de souscription offrent un avantage à leur détenteur, elles permettent de souscrire plus tard à d’autres actions avec des avantages financiers.
- Les actions à dividendes prioritaires sans droit de vote présentent un dividende généralement plus élevé que les autres types d’actions mais ne comptent pas pour voter lors des assemblées générales et le nombre total d’actions constituant le capital d’une société ne peut pas excéder 25%.
- Les actions à droit de vote double offrent 2 voix par titre au lieu d’un seul lors des assemblées générales.

Les plus répandues sont bien évidemment, comme leur nom l’indique, les actions ordinaires, autrement appelées actions de capital.

4. La bourse de commerce

Une bourse de commerce est un lieu, qu’il soit physique ou virtuel, où se négocient des marchandises. La première bourse de commerce a été créée en 1515 à Anvers (Belgique). C’est en 1767 qu’est créée “Bourse de commerce de Paris”, la troisième dans le monde après celle du “Royal Exchange” à Londres en 1571. Elles servent à regrouper les achats et les ventes de de commodités, de manière standardisée, par exemple : Acheter T tonnes d’une matière M de qualité Q livrée au port P. On peut soit marchander à terme ou comptant, voire les deux. Les marchandises négociées ne sont pas les mêmes dans toutes les bourses de commerce :

- Matières premières (New York Mercantile Exchange, London International Financial Futures and options Exchange).
- Denrées alimentaires (Chicago Board of Trade, Chicago Mercantile Exchange, New York Board of Trade, Bourse de commerce de Paris).
- Matières premières énergétiques (Bourse de Powernext, Intercontinental Exchange, New York Mercantile Exchange).

Les bourses de commerces sont gérées par des entreprises de marché. En Europe par exemple, c'est Euronext qui gère le marché réglementé de Paris, autrement appelé Bourse de Paris. Ces entreprises de marchés assurent plusieurs fonctions :

- La gestion des adhésions des membres. Elle vérifie que les membres respectent la législation en vigueur ainsi que ses propres règles de marché. Les membres doivent payer un abonnement à l'entreprise qui gère le marché pour avoir le droit d'acheter ou de vendre des produits sur ce marché.
- L'exécution et la gestion des opérations. Pour chaque ordre transmis, que ce soit un ordre d'achat ou de vente, l'entreprise de marché facture ses adhérents.
- La gestion des valeurs. Elle gère les admissions de nouveaux titres, ainsi que leur radiation et leur cotation.
- La gestion des systèmes informatiques de cotation.
- La diffusion de l'information boursière.
- La promotion du marché auprès des investisseurs et des émetteurs.

La bourse a été perturbée en 2007 avec la venue de nouvelles entreprises de marchés suite à une directive qui a permis à de nouveaux opérateurs de venir concurrencer les opérateurs historiques qui avaient jusqu'alors le monopole.

IV. La régulation des marchés financiers

Qu'est-ce que la régulation des marchés ?

Deux formes de régulations sont présentes en économie :

- **La régulation des marchés financiers** : C'est un ensemble de règles, de pratiques et d'encadrement des activités financières qui visent le bon fonctionnement d'un marché, la protection de l'épargnant ainsi que la stabilité du système. Ce sont les autorités de régulation nationales, européennes et internationales qui veillent à cette régulation.
- **La régulation micro ou macro prudentielle** : C'est la surveillance du marché et des intermédiaires financiers reposant sur l'évaluation des risques et la mise en place de réglementations permettant de réduire les risques de faillite ou de dysfonction du secteur financier.

Régulation micro prudentielle ou macro prudentielle.

La régulation micro prudentielle est la quantification du risque de faillite d'une entité financière et la réglementation afin de limiter les risques de défaillance individuelle.

La régulation macro prudentielle est quantification du risque et la définition d'un cadre réglementaire qui concerne le système financier pris dans son ensemble afin de limiter les risques de crises financières et leurs conséquences sur la croissance économique.

Autorités de Régulation

Bien souvent, la réglementation et la supervision des marchés sont réalisés par l'Etat, ou du moins par un intermédiaire plus ou moins autonome.

Il existe plusieurs exemples de ces organismes de réglementation hors du cadre de la finance. Par exemple, le **CSA**¹⁸ ou alors la **CRE**¹⁹.

En économie, on retrouvera en France l'**AFM**²⁰, qui travaille conjointement avec l'**ACPR**²¹, **ABE**²² ainsi que la **Banque de France** (dans son rôle de garant de la stabilité financière). De

¹⁸ Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

¹⁹ Commission de Régulation de l'Energie.

²⁰ Autorité des Marchés Financiers.

²¹ Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

²² Autorité Bancaire Européenne.

l'autre côté de l'Atlantique, on retrouve aux Etats Unis la **SEC**²³, qui a d'ailleurs subi une lourde réforme lors de l'adoption du Dodd–Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act en 2010, loi créée à la suite de la crise de 2008 avec pour objectif de renforcer la régulation des marchés financiers américains.

Le recours croissant à des autorités de régulation est généralement justifié par leur plus grande impartialité, leur réactivité, leur efficacité et la participation de personnalités d'origines diverses à leur processus de décision et à leur fonctionnement. Cependant l'intervention de l'État ou d'institutions administratives publiques n'est pas une règle absolue. On parlera « **d'autorégulation** » ou de « **soft regulation** »²⁴ lorsque ce sont les acteurs économiques privés qui mettent en place les règles (chartes, codes de bonne conduite, par exemple) et désignent les arbitres.

Régulation à l'échelle Nationale

Le premier type de régulation existante est celle se trouvant à l'échelle nationale.

En France, la “**régulation**” au sens large du terme, englobant à la fois les aspects de réglementation et de supervision du secteur bancaire et financier, est principalement exercée par le ministère en charge de l'**Économie et des Finances**, par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation ACPR et par l'AMF.

Le ministère de l'Economie et des Finances

Le **ministère des finances** intervient par voie d'arrêtés ou d'ordonnance, notamment pour transposer en droit français les normes européennes ou internationales s'appliquant aux établissements bancaires et financiers. On peut retrouver sur son site la définition de ses objectifs : “Il a pour mission générale de conseiller, préparer et exécuter la politique définie par le gouvernement dans le domaine de l'économie, des finances, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi qu'en matière d'industrie, de services, de petites et moyennes entreprises, d'artisanat, de commerce, de postes et communications électroniques, de suivi et de soutien des activités touristiques”.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation

L'ACPR est une autorité de supervision indépendante, adossée à la Banque de France, dont la mission principale est d'assurer la stabilité et le bon fonctionnement du système financier. Elle possède un rôle de contrôle sur les banques et les assurances françaises.

²³ Securities and Exchange Commission.

²⁴ Régulation douce

C'est le gouverneur de la Banque de France qui préside l'ACPR. Celle-ci est chargée de délivrer les agréments, de contrôler et de sanctionner les professionnels du secteur bancaire et financier et de protéger leurs clients.

L'Autorité des marchés financiers

L'AMF, en sa qualité de « régulateur boursier », intervient pour réguler les marchés financiers (contrôle du ou des opérateurs de marché, des intermédiaires, des produits et de l'information financière). Elle possède un rôle de surveillance, de contrôle et d'autorité ainsi qu'un pouvoir d'enquête et de sanction lorsque cela est nécessaire. Son objectif est aussi l'accompagnement et l'information des investisseurs grâce à un dispositif de médiation gratuit.

Le Haut Conseil de Stabilité Financière

De façon à coordonner le travail de ces trois entités, une nouvelle institution nommée le **Haut Conseil de Stabilité Financière** a été mise en place. Elle a un rôle d'autorité **macroprudentielle** assurant la surveillance du système financier dans son ensemble. Le HCSF est également chargé d'**entretenir la coopération et l'échange d'informations** entre les institutions que ses membres représentent. Ces échanges permettent de limiter les angles morts de la surveillance et de mieux prendre en compte les risques liés aux interconnexions entre les différents acteurs ou secteurs et aux interactions entre les réglementations.

Régulation à l'échelle européenne

Suite à la crise financière de 2008, il apparaît que l'ancien système de gestion des marchés n'est plus cohérent. L'idée est alors émise d'harmoniser la régulation à l'échelle européenne. Cette régulation est incarnée par le **SESF**²⁵. Ce système a pour objectif de fournir **conseil** et **soutien** à la commission européenne en matière finance. L'objectif de l'Europe via cette démarche est d'obtenir un système de régulation financière uniformisé d'un état membre à un autre de façon à pouvoir résister à de futures crises économiques.

Système Européen de Surveillance Financière

Cette structure est composée par le **CERS**²⁶ qui travaillera en coordination avec les trois principales organisations de régulation européenne :

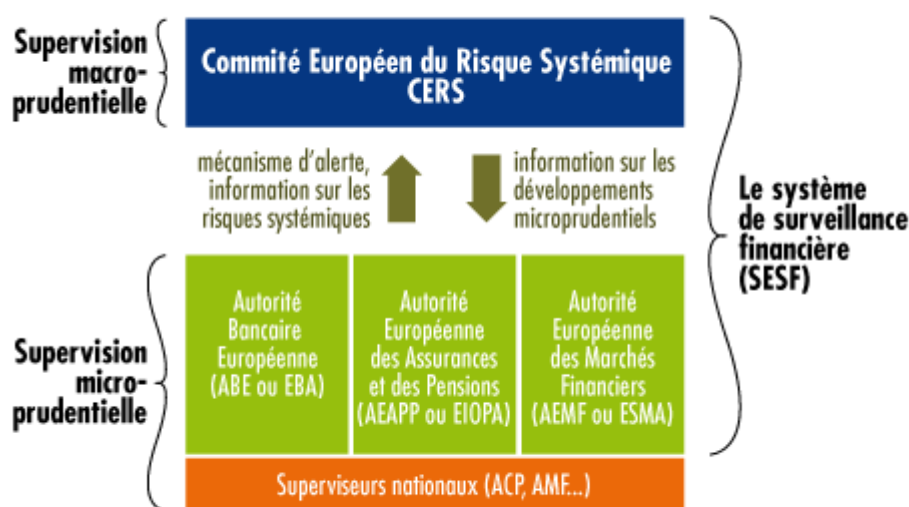
- L'Autorité Bancaire Européenne (ABE), son but est de garantir la stabilité et l'efficacité du système bancaire de l'Union Européenne et de renforcer la coordination internationale de la surveillance des établissements financiers.

²⁵ Système Européen de Surveillance Financière.

²⁶ Comité Européen du Risque Systémique.

- L'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles (AEAPP), ses missions sont d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur, de promouvoir la convergence des pratiques de surveillance, d'évaluer les risques et vulnérabilités dans le secteur européen des assurances et des pensions professionnelles.
- L'Autorité Européenne des Valeurs Mobilières (AEVM), son rôle est d'améliorer la protection des investisseurs et promouvoir la stabilité et le bon fonctionnement des marchés financiers.

LE SYSTÈME EUROPÉEN DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE : SURVEILLANCE MACRO ET MICRO-PRUDENTIELLE



Source : ACP, 2013



Le rôle du CERS est principalement la surveillance et la sensibilisation aux risques systémiques au sein de l'union européenne. Il veille à la stabilité financière et pour cela, il doit identifier et évaluer les risques systémiques, alerter sur ces risques l'Union européenne, un ou plusieurs Etats-membre, les autorités de surveillance nationales ou européennes et formuler des recommandations pour faire face à ces risques.

Dans son rôle d'évaluation de ces risques, il émet chaque année un rapport à destination du Parlement européen.

Régulation à l'échelle internationale

Après la crise financière de 2008, le G20 arriva à la conclusion qu'il était impératif d'améliorer la coopération internationale au niveau de la régulation des marchés ainsi que de renforcer les normes internationales. L'objectif est proche de celui de l'Union Européenne aujourd'hui : Uniformiser la régulation et la législation à l'échelle globale de façon à mieux anticiper et, dans le pire des cas, mieux encaisser une crise financière.

Le constat post-crise fut que la plupart des autorités de régulation mises en place à l'échelle internationale ne respectaient pas de modèle strict comme ceux proposés l'OMC²⁷.

S'étant construit au fil des années et avec l'évolution très rapide des marchés après-guerre, le système de régulation se rapproche plus d'un assemblage de décisions historiques non organisées qu'à une construction réfléchie et cohérente. De plus, ces autorités n'ont majoritairement qu'un rôle de conseil sans possibilités d'application de sanctions multilatérales en cas de non-respect des accords.

A l'heure actuelle, ce système de régulation est bâti sur 3 secteurs principaux qui ne reflètent malheureusement plus la réalité de la diversité importante des marchés financiers :

- La Banque
- Les Assurances
- Les titres financiers

Cela conduit à un système complexe et mal organisé où les responsabilités de chaque entité sont floues et mal réparties. La hiérarchie résultante en est d'autant plus difficile à discerner, avec par exemple un G7 Finances (regroupement des 7 plus grandes puissances économiques mondiales, $\frac{2}{3}$ des richesses globales) dont la position et l'importance sont encore difficiles à définir alors que son rôle devrait être celui de porteur des décisions à l'échelle mondiale.

Tout ce flou et ce manque de coordination aboutit sur une inertie importante au niveau des prises de décisions et de l'application de celles-ci, comme on peut le voir pour les négociations du Comité de Bâle, dont la transposition au droit européen a été très longue :

- 1988 : le premier accord du comité de Bâle concernant les ratios prudentiels des banques adopté dès 1992 et jugé inadapté aux évolutions du marché financier dès le milieu des années 1990.
- 2003 : accords de Bâle II, dont la transposition en droit européen s'est faite en 2008.
- 2010 : accords de Bâle III dont l'application est prévue à partir de 2018.

(Le comité de Bâle est un comité à réunion trimestrielle qui traite de la supervision et du contrôle bancaire)

²⁷ Organisation Mondiale du Commerce

Dans les organismes participant à cette régulation internationale, on retrouvera le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui est partie de l'ONU, la Société financière internationale (SFI) et aussi l'Association internationale de développement (IDA). Leurs actions vont de la supervision et le conseil aux états à l'aide financière et l'octroi de prêts ou d'aides financières diverses aux pays en voie de développement en difficultés financières.

V. L'impact des crises économiques sur les marchés financiers

2008 : crise des subprimes

Pour bien expliquer cette crise il faut d'abord expliquer ce qu'est un « **subprime** ». Un subprime est un crédit accordé à des emprunteurs moins fiables dont on exige en compensation un taux plus élevé. Pour le prêteur plus le risque est plus fort plus le rendement est intéressant. Le prêt est donc risqué unitairement mais globalement sur car si le créancier ne peut pas rembourser son prêt le bien qu'il a acheté revient à la banque.

En 2006, ils représentaient aux États-Unis 23 % du total des prêts immobiliers souscrits.

A partir de 2005 la hausse des taux de la **Réserve fédéral**²⁸ entraîne une hausse des taux sur les crédits de type subprime. Cette hausse soudaine des prix conduit un grand nombre de créancier à ne pas pouvoir rembourser leur prêts. Les banques se retrouvent donc en possession d'un grand nombre de bien immobilier.

En 2007 les prix de l'immobilier baissent de manière non-anticipée. Les banques alors en possessions de nombreux bien immobilier sont dans l'incapacité de se rembourser et beaucoup d'entre elles vont rentrer en faillite.

Cet événement augmente de manière drastique les contrôles des banques avant de faire des prêts bancaires. Ainsi un grand nombre de prêts sont refusés aux banques car elles possèdent des « Liquidité toxique ». C'est le début de la **crise de liquidité** de 2007.

La crise de confiance des banques est répercutée sur la bourse ce qui entraîne une chute des cours, on parle alors de **krach boursier**.

Le 14 septembre de nombreux organisme financier américain rentre en cessation de paiement et sont rachetés ou mis en liquidité.

Cet événement a un impact tellement fort sur l'économie que les états se portent au secours des banques. Aux États-Unis l'état a racheté un grand nombre des actifs toxiques et a nationalisé un grand nombre d'institutions bancaires en faillite.

²⁸ Banque centrale des États-Unis.

2010 : crise de la dette publique de la Grèce

La Grèce est depuis plus de 10 ans le mauvais élève de la zone euro, mais comment en est-elle arrivée là ?

En **2001** les 11 pays de la zone euro valide l'entrée de la Grèce dans l'euro, pour cela la Grèce déclare respecter les critères du **traité de Maastricht**, à savoir un déficit budgétaire à 3% du PIB et un taux d'inflation sous contrôle.

Le pays peut alors profiter de son statut pour emprunter des grosses sommes d'argent avec des taux d'intérêt intéressants, elle s'endette donc pour financer sa croissance.

Cependant en 2004 le ministre des finances déclare que ces chiffres sont faux notamment sur le déficit budgétaire qui s'élevait à 3.7% du PIB.

En 2009 la dette grec s'élève **279 milliards d'euro** (soit environ 115% de son PIB). Ces révélations changent la note de la dette grecque sur les marchés ce qui a pour effet d'augmenter le taux financier de celle-ci et de la faire encore grossir.

Le premier ministre lance alors le premier plan de rigueur avec la mise en place de différentes mesures d'austérités (réduction de 10% des frais de l'état, gel du recrutement des fonctionnaires etc.)

En 2010 un deuxième plan de rigueur est appliqué mais sans effet, la note du pays en bourse passe dans la catégorie spéculative, la Grèce ne peut plus emprunter et se retrouve à court de liquidité.

En mai 2010 le premier plan d'aide international est voté par les pays de l'UE : **110 milliards d'euro** sur 3 ans dont 30 milliard pris en charge par le FMI²⁹.

En 2011 un deuxième plan d'aide international est financé à hauteur de 237 milliards d'euro, ce plan est en partie financé par des acteurs privés.

Pour continuer de recevoir les aides, la Grèce doit montrer sa bonne volonté. Entre 2010 et 2015 elle enchaîne les plans de rigueurs (9 plans de rigueurs). Le peuple grec montre son désaccord avec cette politique car elle entraîne une baisse de confort de vie à échelle humaine. De nombreuses manifestations anti-austérité touchent le pays.

Toutes les aides ne fonctionnent pas, à titre d'exemple la dette de la Grèce était de 140% de son PIB en 2010, elle était de 175% en 2015.

En 2015 le pays se retrouve en défaut de paiement et les banques sont fermées. Après de longues négociations, un accord est trouvé entre les membres de la zone euro. La Grèce devrait recevoir des prêts de 86 milliards d'euros en trois ans.

²⁹ Fonds Monétaires Internationaux.

En décembre 2016, les États créanciers se mettent d'accord pour un premier allègement de la charge de la dette de la Grèce. Cet allègement devrait correspondre à une non-augmentation des taux d'intérêt et un allongement de la durée des prêts existants.

VI. Projection

Nous nous sommes penchés sur les différentes tendances actuelles et qui seront au centre des transactions à venir, avec par exemple l'essor de "l'Intelligence Artificielle" et de la technologie "Blockchain" auxquelles de plus en plus d'entreprises comptent avoir recours pour automatiser leur divers processus et gestion des données dans le but d'augmenter leur productivité. Une tendance prenant de plus en plus d'importance également est "l'investissement responsable", correspondant à l'intérêt que porte les investisseurs aux mesures mise en place par les entreprises vis à vis des problématiques sociales telles que les conditions de travail de leurs salariés, la bonne gestion des données personnelles de leurs utilisateurs et l'engagement des entreprises pour l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Le sentiment global d'incertitude est d'autant plus présent avec le climat politique actuel et la non-prononciation des termes de sortie de l'Europe par le Royaume Uni qui vont engendrer des répercussions imprévisibles et non souhaitable sur les marchés financiers.



Figure 1 : Bull vs Bear Markets

Nous nous sommes ensuite intéressés au type de marché actuel : "Bull" ou "Bear".

Le "Bull market" ou "marché haussier" est un marché sur lequel les prix des titres sont à la hausse ou devraient l'être. Le "Bear market" ou "marché baissier" est quant à lui l'inverse, c'est un marché où le cours des titres chutent de 20% ou plus par rapport aux récents sommets (actuellement comparé aux valeurs de Septembre 2018 lors du pic du marché).

Les principaux indices boursiers américains sont tombés en territoire baissier le 24 décembre 2018, le dernier marché baissier prolongé aux États-Unis a eu lieu entre 2007 et 2009 pendant la crise financière et a duré environ 17 mois. Le S&P 500 (indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis) a perdu 50 % de sa valeur durant cette période.

Les “Bear market” peuvent être séculaire ou cyclique, ils peuvent durer plusieurs années ou seulement quelques semaines. Un marché baissier séculaire peut durer de 10 à 20 ans et se caractérise par des rendements inférieurs à la moyenne sur une base durable. Il peut y avoir des reprises au sein de marchés baissiers séculaires où les actions ou les indices se redressent pendant un certain temps, mais les gains ne sont pas soutenus et les prix redescendent à des niveaux inférieurs. Un marché baissier cyclique peut durer de quelques semaines à plusieurs années.

Les causes d'un marché baissier varient souvent, mais en général, une économie faible, ralentie ou stagnante entraînera un marché baissier. Les signes d'une économie faible ou en ralentissement sont généralement un faible taux d'emploi, un faible revenu disponible, une faible productivité et une baisse des bénéfices des entreprises. Une baisse de la confiance des investisseurs peut également signaler l'amorce d'un marché baissier. Lorsque les investisseurs croient que quelque chose est sur le point de se produire, ils prendront des mesures - dans ce cas, ils vendront des actions pour éviter des pertes.

Les marchés baissiers ont généralement quatre phases différentes. La première phase se caractérise par des prix élevés et un fort sentiment des investisseurs. Vers la fin de cette phase, les investisseurs commencent à se retirer des marchés et à engranger des profits. Au cours de la deuxième phase, les cours boursiers commencent à chuter brusquement, l'activité commerciale et les bénéfices des sociétés commencent à chuter, et les indicateurs économiques qui étaient autrefois positifs commencent à tomber sous la moyenne. Certains investisseurs commencent à paniquer lorsque le sentiment commence à chuter. C'est ce qu'on appelle la capitulation. La troisième phase montre que les spéculateurs commencent à entrer sur le marché, ce qui entraîne une hausse des prix et du volume des transactions. Dans la quatrième et dernière phase, les cours boursiers continuent de baisser, mais lentement. Comme les prix bas et les bonnes nouvelles commencent à attirer de nouveau les investisseurs, les marchés baissiers commencent à mener à des marchés haussiers.

Des exemples de marchés baissier sont :

- La grande dépression de 1929.
- L'écclatement de la bulle “dot com” de 2000 à 2002.
- La crise des subprimes de 2007 à 2009.

VII. Conclusion

Pour conclure, les marchés financiers sont un composant vital d'une économie de marché libre en permettant un accès démocratisé au marché et à l'échange de capitaux pour quelques investisseurs qu'il soit. Ils jouent un rôle important pour la fixation des prix et la réalisation de transactions efficaces.

Ces marchés financiers sont régulés par différents organismes :

- AFM (Autorité des marchés financiers) en France et au Québec.
- SEC (Securities and Exchanges Commission) au Etats Unis.

Leurs rôles couvrent la définition des règles de fonctionnement des marchés financiers, la justesse et l'exhaustivité des informations divulguées au public et enfin la vérification de la régularité des opérations.

Bien qu'ils soient plus faciles à naviguer pour les organisations professionnelles par leurs meilleures connaissances, leurs fonds plus importants et leur capacité à mieux encaisser les risques pris, c'est une plateforme où les particuliers peuvent s'intégrer afin que l'ensemble de tous ces investissements permettent la création de capitaux et une croissance économique globale.

Sources

<http://financedemarche.fr/finance/sec-amf-fsa-autorites-des-marches-financiers-quelles-sont-elles>

<https://la-bourse-pas-a-pas.com/les-marchs-financiers-quel-sont-leurs-rles-et-leurs-principes-de-fonctionnement/>

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/fonctionnement-du-marche/regulation/>

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/fonctionnement-du-marche/marche-des-changes-forex/>

<https://epargne.ooreka.fr/astuce/voir/366262/marche-obligataire>

<https://www.tradingsat.com/lexique-boursier/definition-banque-centrale-460.html>

https://www.over-blog.com/Tout_savoir_sur_la_bourse_de_commerce-1095203869-art356204.html

https://fr.wikipedia.org/wiki/Bourse_de_commerce

<https://www.strategie-bourse.com/marche-actions.html>

<https://www.mataf.net/>

<https://www.boursedeparis.fr/centre-d-apprentissage/les-bases-de-l-investissement-en-bourse/les-marches-financiers>

<https://www.oblis.be/fr/school/diff%C3%A9rences-entre-action-et-obligation-523549>

<https://www.investopedia.com/terms/s/stockmarket.asp>

<https://www.investopedia.com/our-predictions-for-the-top-investing-terms-2019-4582127>

Monnaie, banque et marché financiers (Frederic Mishkin, éditions Pearson)